

Robert Dussey « Nos alliés ne peuvent pas à chaque fois attendre un soutien inconditionnel du continent »

Le ministre des Affaires étrangères du Togo, Robert Dussey a pris la parole, le 24 septembre dernier à la Tribune des Nations Unies à New York au nom de la république togolaise. Dans son intervention, le diplomate a été franc sur la question relative à l'alignement des pays africains dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Lire l'intégralité de la déclaration

DECLARATION DE SON EXCELLENCE PROFESSEUR ROBERT DUSSEY, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR LORS DE LA 77ème SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

DEBAT GENERAL

NEW YORK (USA), 23 SEPTEMBRE 2022

Monsieur le Président de la 77ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat, de Gouvernement et de Délégations,

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Après des formats inédits de notre Assemblée Générale, suite aux contraintes liées à la pandémie au coronavirus, nous voici encore réunis sous le même toit pour débattre sereinement des problèmes qui bouleversent la vie de notre monde. L'objectif est de remettre en selle notre organisation commune sur ses valeurs et principes fondamentaux mis à rudes épreuves par des rivalités géopolitiques, les

tentations de domination, des replis nationaux et des conflits.

Je voudrais donc me féliciter du thème choisi pour orienter le débat général de cette session : « Un moment décisif : des solutions transformatrices pour des défis imbriqués » .

Mais, avant de poursuivre mes propos, permettez-moi de vous adresser, Monsieur le Président, mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de notre 77ème Assemblée Générale ainsi que nos voeux de succès. Je puis vous assurer du soutien de ma délégation. Je veux également saluer l'action de votre prédécesseur pour le travail accompli dans un contexte assez difficile.

Je tiens à rendre aussi au nom du Président de la République Togolaise, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE un vibrant hommage au Secrétaire Général, Antonio GUTERRES pour ses différentes initiatives pour rendre davantage efficiente notre organisation.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes soulagés aujourd'hui par des signes encourageants qui se dessinent après plusieurs mois de Covid-19 qui a bouleversé nos vies et fait subir à nos Etats des effets socio-économiques dévastateurs sans précédent.

Je voudrais à cet instant, avoir une pensée émue pour les victimes de la pandémie à travers le monde. Les décès causés par la Covid-19 ne doivent pas faire oublier les milliers d'autres victimes de la barbarie humaine, d'actes terroristes, de la pauvreté, des effets des changements climatiques, des drames des phénomènes migratoires ou tout simplement des citoyens anonymes qui ont payé de leur vie pour leurs idées et leurs opinions. Que dire, de nos casques bleus qui, dans l'exercice de leur mission de maintien de la paix, ont sacrifié leur vie. Je voudrais saluer ici leur bravoure et leur abnégation.

Monsieur le président,

Mesdames et messieurs,

Durant ses 77 ans années d'existence, l'ONU a oeuvré sans relâche pour la prévention des conflits et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Aujourd'hui, la menace qui pèse sur la paix s'est

métamorphosée. Aux conflits interétatiques d'antan, ont succédé de nouvelles formes de violence impliquant des acteurs difficilement saisissables.

L'Afrique, entre-temps épargnée, est devenue le sanctuaire de groupes terroristes. La menace terroriste, longtemps confinée dans les pays du Sahel, s'étend vers les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest.

C'est pourquoi le Président de la République Togolaise, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE ne cesse de s'investir personnellement pour la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et particulièrement dans le Sahel. Cette détermination a permis aujourd'hui au Président de la République en tant que médiateur dans la crise entre la Côte d'Ivoire et le Mali d'obtenir la libération de 3 soldats ivoiriens sur les 46 restants. Je voudrais inviter toutes les parties à la retenue et à la patience afin de laisser aboutir la médiation.

Les récentes attaques terroristes ayant causé des victimes et occasionné des dégâts matériels importants dans le nord du Togo, témoignent des moyens de plus en plus sophistiqués qu'utilisent les djihadistes. Cette situation inquiète au plus haut point ma délégation. C'est pourquoi, elle se félicite de l'adoption consensuelle, le 29 juillet 2022, du rapport d'étape annuel du Groupe de Travail sur l'utilisation numérique dans le contexte de la sécurité internationale. Le Togo reste fermement déterminé à combattre et à bouter hors de ses frontières ces criminels. Sur ce plan, nous ne fléchirons jamais.

En vue d'apporter sa contribution à cet objectif impérieux, le Togo a abrité les 23 et 24 mars 2022, le premier Sommet panafricain sur la cybersécurité tenu à Lomé. La Déclaration de Lomé issue de ce Sommet est un engagement en faveur de la lutte contre les cybermenaces.

A cet égard, mon pays se félicite des travaux en cours au Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles et encourage toutes les parties prenantes à s'investir dans l'élaboration d'un tel instrument juridique.

Au-delà de la riposte militaire, nous avons pleinement conscience que

la lutte contre le terrorisme se joue également sur le degré de confiance entre l'armée et les populations et également entre ces dernières et le Gouvernement. C'est pourquoi nous veillons quotidiennement à combattre les causes de l'expansion de l'extrémisme violent qui nourrit le terrorisme. Aussi le Togo a-t-il pris des mesures innovantes et multisectorielles contenues dans son document de stratégie de lutte contre l'extrémisme violent, adopté le 1er juillet 2022.

A cet effet, un programme d'urgence pour la région des savanes d'une enveloppe de neuf millions cent quatre mille sept cent quatre dollars (9 104 704 \$) a été élaboré pour la réalisation de divers projets à l'horizon 2025, dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, de la santé, des infrastructures, de l'éducation et de l'agriculture.

Nous sommes dans une nouvelle étape de cette guerre asymétrique contre cette nébuleuse terroriste. La détérioration de la situation sécuritaire doit nous préoccuper tous, au premier chef les Nations Unies. A cette fin, il importe de mener à bien la revitalisation de notre organisation et tout mettre en oeuvre pour réformer son Conseil de Sécurité.

Je profite de cette tribune pour saluer le programme de protection des cibles vulnérables au terrorisme dont bénéficie mon pays le Togo en tant que pays pilote. Ce programme des Nations Unies visant à renforcer les capacités des Etats membres et à leur fournir un appui logistique pour la protection des cibles vulnérables face aux attaques terroristes, s'est révélé être d'une grande importance pour nos pays.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

L'autre défi majeur qui se présente à l'humanité est celui du changement climatique. Tous les rapports d'experts sur cette question sont inquiétants. Ce phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il touche indistinctement tous les pays du monde, et malheureusement les pays moins pollueurs.

Le Togo a adopté une politique robuste pour la restauration du couvert végétal avec un ambitieux programme pour la transition verte.

En effet, le gouvernement togolais s'est résolument engagé à assurer une gestion durable des ressources naturelles et une résilience face

aux effets des changements climatiques. Ainsi, pour une gestion et une protection durables, le gouvernement togolais a axé ses priorités, entre autres, sur l'amélioration des écosystèmes marins et côtiers, la réglementation de la pêche et la promotion de l'économie bleue.

Enfin, dans le cadre de la préservation et de la restauration des écosystèmes et la lutte contre la désertification, le Togo a lancé un important programme national de reboisement d'un milliard d'arbres à l'horizon 2030, interdit l'importation, la commercialisation et l'utilisation du glyphosate et de tous produits le contenant ainsi que la promotion de l'utilisation des biopesticides et biofertilisants dans le pays.

Nous espérons vivement que la prochaine COP 27, qui se tiendra du 7 au 18 novembre 2022 à Sharm-El Cheik en Égypte, contribuera à remettre véritablement au centre des priorités internationales la préservation de l'environnement en incitant les parties prenantes à honorer les promesses de financements nécessaires pour faire face au réchauffement climatique.

Dans le domaine des énergies renouvelables, le Togo a noué des partenariats stratégiques pour la fourniture des services fiables modernes et à moindre coût en milieu rural. Ainsi, le fonds d'accès à l'électricité pour tous dénommé « fonds Tinga », le projet Cizo de fourniture des kits d'énergie solaire aux populations rurales et vulnérables, les centrales photovoltaïques, les mini centrales solaires et des lampadaires solaires ont été installés sur l'ensemble du territoire national, contribuant à la vulgarisation de l'énergie renouvelable au Togo.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Sur le plan économique et social, le Togo a adopté une feuille de route gouvernementale à l'horizon 2025 dont la vision est de faire du Togo une nation moderne avec une croissance inclusive et durable.

Cette feuille de route comporte 3 principaux axes à savoir, renforcer l'inclusion et l'harmonie sociale et garantir la paix, dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie et moderniser le pays en renforçant ses structures.

Les réformes du climat des affaires ont permis au Togo d'accroître de

façon substantielle les investissements directs étrangers (IDE) dans le pays. De même, le renforcement de la coopération au développement a contribué à la mobilisation accrue des ressources extérieures compte tenu de la nouvelle dynamique insufflée par l'adoption de la feuille de route gouvernementale et son appropriation par les acteurs de développement, la création de nouveaux partenariats et la dynamisation des partenariats existants.

Le grand défi pour le Togo est de mettre en place et de renforcer son socle national de protection sociale. L'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base et le renforcement des mécanismes d'inclusion restent également des fondamentaux pour la réduction de la pauvreté. Pour y parvenir, le gouvernement a intégré le principe de ne laisser personne de côté dans les politiques publiques.

C'est ainsi que d'autres initiatives novatrices ont permis d'accélérer le processus d'inclusion de toutes les catégories sociales à l'instar de l'adoption de la loi instituant l'assurance maladie universelle et la plateforme numérique WEZOU mise en place depuis 2021 pour prendre en charge les femmes enceintes et les nouveaux nés en vue de réduire la mortalité maternelle et néonatale.

Le renforcement de la protection de la femme contre les discriminations et les violences basées sur le genre et l'atténuation des pesanteurs socioculturelles ont amélioré considérablement les capacités contributives de la population féminine au développement du pays.

Le Togo s'est doté d'un mécanisme d'inclusion financière des couches les plus vulnérables de la population à travers les transferts monétaires. Il a été mis en place un projet de développement des filets sociaux et des services de base ainsi que le projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV). En outre, un mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques (MIFA) et un projet de structuration d'amélioration de la formation agricole rurale et insertion (SAFARI) ont été mis sur pied.

Monsieur le président,

Mesdames et messieurs,

Pour terminer mon propos, je voudrais inviter chacun à s'interroger

sur les fondements du multilatéralisme et les finalités poursuivies par les pères fondateurs en imaginant ce système de gouvernance mondiale.

A l'occasion de la 75ème session de notre Assemblée Générale, nous avons largement débattu de l'ONU que nous voulons et réaffirmé notre attachement au multilatéralisme.

L'importante Déclaration adoptée lors de la commémoration du 75ème anniversaire des Nations Unies reflète à suffisance la nouvelle ambition multilatérale à laquelle nous avons souscrit et qui se veut plus juste et équitable, stable, moteur d'un développement et d'une croissance mondiale soutenue.

Aujourd'hui, nous sommes invités à des actions concrètes pour répondre aux nombreux défis qui fragilisent notre monde, entre autres, la pandémie à coronavirus, le terrorisme et les autres défis sécuritaires, ainsi que les questions liées aux changements climatiques.

Nous foulons bien trop souvent aux pieds nos engagements multilatéraux. Nous leur avons parfois enlevé toute leur essence, leur force et leur racine. Sinon comment comprendre que le Conseil de sécurité demeure encore aussi exclusif ? Pourquoi ne pas travailler de bonne foi à la réforme de cet organe important du système sécuritaire international en le rendant plus représentatif des réalités actuelles du monde ?

Mesdames et messieurs,

« L'Afrique ne veut plus s'aligner sur les grandes puissances quelles qu'elles soient »

Le rôle assigné à l'Afrique en ce 21ème siècle est évocateur de l'image qu'ont encore certaines puissances de notre continent : leur zone d'influence. L'Afrique n'a pratiquement aucun impact sur l'ordre mondial actuel alors qu'elle subit très drastiquement les conséquences des perturbations de la société internationale. Elle ne revêt un intérêt aux yeux de certaines puissances que lorsqu'elles se retrouvent en difficulté. Il faut se préoccuper de la place que l'Afrique occupe sur la scène du monde. Aujourd'hui, l'Afrique n'occupe pas la place qu'elle devrait tenir sur la scène internationale.

Pour de nombreuses puissances, le continent africain n'a pas de rôle à jouer en tant qu'acteur « majeur » au sens kantien du terme sur la scène internationale. Elles pensent habiter le même monde alors que le monde a profondément changé. Quand les Nations Unies ont été créées en 1945, hormis le Libéria et l'Ethiopie, les pays d'Afrique n'étaient pas encore indépendants. Après 77 ans, c'est le même système international qui perdure du fait de la volonté des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité à savoir la Chine, les Etats-Unis, la Russie, la France et le Royaume Uni.

Bien que le projet d'intégration africaine soit toujours en chantier, un consensus s'était depuis dégagé entre les Etats africains au niveau de l'Union africaine rappelé lors de cette 77ème session par le Président Maky Sall, Président du Sénégal et Président de l'Union Africaine sur la nécessité pour le continent d'obtenir deux places de représentants permanents au sein du Conseil de sécurité, en plus des deux places de membres non permanents réservées aux Etats africains. Malgré ce consensus général des quasi 54 Etats membres, les réticences de certains membres du « P5 » à voir l'Afrique occupée cette place ne font aucun doute. La voix de l'Afrique ne semble malheureusement pas être entendue, car certains ne veulent tout simplement pas que l'Afrique soit un continent fort.

Les grandes puissances veulent réduire l'Afrique à une entité purement instrumentale au service de leurs causes et ne veulent visiblement pas que le continent puisse jouer un rôle important, voire un des rôles principaux dans le monde. Ils s'efforcent le plus souvent à amener les africains à adhérer à leur « narratif » et, in fine, les africains servent utilement à soutenir un camp contre un autre. Quand il s'agit de voter une résolution au Conseil de Sécurité, nous sommes activement sollicités d'un côté comme de l'autre. L'Afrique est alors très courtisée, voire même mise sous pression par certains de ses pays partenaires.

Ces états d'esprits et agissements qui relèvent d'une autre époque s'expriment dans un contexte historique où l'Afrique a pris conscience de sa responsabilité propre et parle de plus en plus d'une seule et même voix. Les fractures de l'époque coloniale entre une Afrique dite francophone, lusophone, arabophone et anglophone se sont amenuisées, tout comme les idéologies post-guerre froides qui ont dominé toute la

deuxième partie du XXe siècle. Aujourd'hui l'Afrique veut être elle-même, elle est « Africanophone » si vous le permettez.

L'Afrique actuelle n'est plus celle des années 1945, encore moins des années 1960. Nous avons aujourd'hui en Afrique une multitude de nouveaux partenaires qui font partie intégrante de la nouvelle géopolitique internationale bien loin des deux blocs antagonistes qui ont structuré le monde d'après-guerre du XXe siècle. Le monde s'est décentré pour devenir multipolaire. Pour paraphraser Blaise Pascal, le monde est devenu un tout dont le centre est à la fois partout et nulle part. Et l'Afrique ne peut et ne veut plus être les wagons d'une seule et même locomotive.

Beaucoup de pays africains ne se sentent plus aujourd'hui trop liés – au sens d'embrigadement – par l'histoire coloniale et se montrent très enthousiastes à travailler avec de nouveaux partenaires. L'ensemble de ces changements liés à l'Histoire elle-même dont l'essence est d'être « perpétuel devenir », mais aussi à la volonté manifeste de changement de paradigme sur la scène de la coopération en Afrique devrait amener certaines puissances à un changement de logiciel si elles veulent continuer de travailler avec les africains. Il y a un défi de changement de mentalité et de comportement chez nos partenaires qui viennent chacun, sans exception, en Afrique, avec des agendas avant tout dictés par leurs propres intérêts.

L'Afrique attend à plus d'égalité, de respect, d'équité et de justice dans ses relations et partenariats avec le reste du monde, avec les grandes puissances quelles qu'elles soient. Aujourd'hui les africains veulent être de vrais partenaires du reste du monde.

Dans le concert des nations, il faut que l'Afrique soit écoutée pour que le dialogue ait un sens. Le déficit d'écoute pervertit le sens du dialogue qui se transforme en une juxtaposition de monologues et de raisons partiales, parfois sous le couvert un pseudo-multilatéralisme dont le danger réside dans la distorsion de la relation. Or, dans le monde qui est le nôtre, ce n'est qu'en mettant ensemble nos intelligences que nous pouvons nous mettre d'accord sur les objectifs à réaliser ensemble.

Bien que les problématiques essentielles de notre temps demeurent les mêmes, l'appréhension des mêmes problématiques diverge selon qu'on

parle du Nord ou du Sud. Sur les grandes problématiques internationales, écouter les voix africaines ne peut pas être une simple variable d'ajustement. L'Afrique n'a pas certes les mêmes mégaphones comme les grandes puissances du monde, mais la voix de l'Afrique compte et doit compter si l'on veut avoir l'Afrique comme partenaire sur les grands sujets internationaux.

Au demeurant, l'Afrique attend un vrai partenariat et nos alliés doivent faire un effort pour accepter l'esprit d'un tel partenariat. Nos alliés ne peuvent pas à chaque fois attendre un soutien inconditionnel du continent. L'Afrique veut coopérer avec ses alliés sur la base de ses intérêts bien compris. Pour ce faire, nos partenaires doivent se défaire des imaginaires qui sont en grande partie forgés aux XIXe et XXe siècles et qui sont en dissonance manifeste avec le XXIe siècle, siècle où les défis nationaux ou régionaux ont des implications globales et les défis mondiaux des déclinaisons et ramifications régionales, nationales, voire locales. Les répercussions et les perturbations économiques actuelles à l'échelle internationale, résultats directs du retour de la guerre en Europe, constituent une belle illustration.

Nous sommes tous exposés aux mêmes menaces et défis qui mettent en jeu notre survie, voire notre existence.

Mais, j'ai l'intime conviction que nous pouvons construire un monde prospère, plus stable et plus sûr pour nos populations à travers un multilatéralisme relevé et efficient. A cette fin, seul un choix s'offre à nous, celui de remettre, sous l'égide de Nations Unies, force et détermination dans notre capacité collective de dialogue, de résilience et de solidarité, susceptible de nous permettre de rendre à nouveau notre planète habitable pour tous et de construire ensemble et durablement le monde que nous avons en partage.

Nous devrions lire plus souvent nos textes fondateurs, apprendre à respecter et considérer les plus petits, les plus faibles et les plus fragiles. OUI, un autre monde est possible ! Nous y sommes tous condamnés car en vérité et, là, je me permets de paraphraser le célèbre savant Albert Einstein au sujet de la guerre « Je ne sais pas comment sera la troisième guerre mondiale, mais je sais qu'il n'y aura plus beaucoup de monde pour voir la quatrième ».

Je vous remercie.